

Gustavo Petro rejette les menaces contre les juges de la Juridiction spéciale pour la paix



La Havane, 8 mai, (RHC)- Le président de la Colombie, Gustavo Petro, a exprimé samedi son rejet ferme des menaces proférées par le groupe narco-paramilitaire Clan du Golfe à l'encontre des juges de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP), une institution créée dans le cadre des accords de paix de 2016.

"Je rejette fermement les menaces proférées par le Clan du Golfe à l'encontre des magistrats de la Juridiction spéciale pour la paix qui enquêtent sur les faux positifs. La recherche de la vérité sera toujours le principe fondamental de tout processus de paix", a déclaré le président sur son compte Twitter officiel.

"Si le clan du Golfe ne comprend pas que la paix implique la vérité, il vaut mieux qu'il le dise et que nous ne perdions pas de temps", a ajouté le chef de l'État colombien, qui a promu un programme visant à parvenir à la paix avec tous les groupes armés irréguliers qui existent dans le pays.

Le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en Colombie s'est joint à la condamnation des menaces contre les magistrats.

"Nous nous joignons aux voix de condamnation des menaces contre les magistrats de la JEP. Nous réitérons notre soutien à leur travail pour garantir les droits des victimes et assurer la justice sur le chemin de la paix", a indiqué le bureau sur son compte Twitter.

Dans le même temps, il a exhorté l'État à prendre toutes les mesures nécessaires pour leur protection et a appelé au démantèlement des groupes armés, comme le prévoit l'accord de paix.

Ce samedi, la JEP a dénoncé les menaces proférées par le Clan du Golfe à l'encontre du magistrat Alejandro Ramelli et de son assistant Hugo Escobar.

Selon la plainte, la menace a été proférée par le biais d'un message envoyé au numéro personnel du juge Ramelli, dans lequel ils "confirmaient" la livraison de couronnes funéraires par l'organisation narco-paramilitaire.

Le président de la JEP, Roberto Carlos Vidal, a déclaré que le gouvernement Petro, le bureau du procureur général et le haut-commissaire pour la paix ont été immédiatement informés de la situation afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour enquêter sur les faits et identifier les responsables.

Il a demandé à l'État de fournir au magistrat menacé et à son équipe toutes les garanties de sécurité nécessaires.

Source : TeleSur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/322001-gustavo-petro-rejette-les-menaces-contre-les-juges-de-la-juridiction-speciale-pour-la-paix>



Radio Habana Cuba